



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**

Distr.
GENERAL

UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/2
17 novembre 2018



FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Quatre-vingt-deuxième réunion
Montréal, 3 – 7 décembre 2018

ACTIVITÉS DU SECRÉTARIAT

Introduction

1. Le présent document décrit les activités menées par le Secrétariat depuis la 81^e réunion du Comité exécutif.

Communication des décisions de la 81^e réunion du Comité exécutif

2. Le rapport de la 81^e réunion¹ a été transmis à tous les membres du Comité exécutif, aux autres participants à la réunion et à M. Erik Solheim, Directeur exécutif du PNUE; il est également publié sur le site web du Fonds multilatéral. Les décisions de la 81^e réunion relatives aux approbations de projets, aux retards dans la présentation des tranches des plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) et aux rapports en souffrance sur les données des programmes de pays ont été communiquées à 113 pays visés à l'Article 5, ainsi qu'aux agences bilatérales et d'exécution concernées. Un document résumant les décisions de la réunion a été préparé et envoyé aux participants et à l'Unité OzoneAction du PNUE pour transmission aux réseaux régionaux. Il a également été publié sur le site web du Fonds multilatéral.

Mesures prises depuis la 81^e réunion

3. Le Chef du Secrétariat a envoyé une lettre à chacun des gouvernements des pays donateurs qui se sont engagés à soutenir le démarrage rapide de la mise en œuvre du processus de réduction progressive des HFC, dans laquelle il explique les questions de fond liées à l'Amendement de Kigali qui ont été examinées pendant la 81^e réunion.

¹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/81/58

4. Donnant suite à la décision 79/1(b), le Secrétariat a inclus à l'Annexe I au présent document un aperçu complet de la situation de l'ensemble des discussions menées avec les accords multilatéraux sur l'environnement et les autres organisations intéressées.

Préparation de la 82^e réunion du Comité exécutif

5. Des dispositions logistiques ont été prises en vue de la 82^e réunion, qui se tiendra à Montréal du 3-7 décembre 2018². Le Secrétariat a préparé les documents de la 82^e réunion³, dont la liste figure dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/Inf.1. Il a également préparé cinq documents pour la réunion du Sous-groupe sur le secteur de la production, qui devrait avoir lieu en marge de la 82^e réunion⁴. Le Secrétariat a par ailleurs revu et mis à jour les bases de données, les documents récapitulatifs et les directives opérationnelles, y compris des guides pour les projets liés aux HFC.⁵

6. Une page répertoriant les documents de travail de la réunion en langues anglaise, arabe, espagnole et française, ainsi que les renseignements pratiques concernant la 82^e réunion, a été créée sur le site web public du Fonds multilatéral.

Participation aux réunions et aux missions

Missions du Chef du Secrétariat

Vienne (Autriche), 6-14 juillet 2018

7. Le Chef du Secrétariat et deux administrateurs (hors classe) de programmes ont participé à la 60^e réunion du Comité d'application de la procédure applicable en cas de non-respect du Protocole de Montréal (ImpCom), où le Secrétariat a fait un exposé sur les données des programmes de pays et les perspectives de conformité; ils ont également assisté à la 40^e réunion du Groupe de travail à composition non limitée, où il ont eu l'occasion de s'entretenir avec des représentants de pays visés et de pays non visés à l'Article 5, avec le président et le vice-président du Comité exécutif, avec de représentants du Secrétariat de l'Ozone, et ceux des agences bilatérales et d'exécution, aux fins de consultations. Le Secrétariat a profité de l'occasion pour participer à certains événements parallèles portant sur des sujets d'intérêt.

² Des lettres d'invitation ont été envoyées aux membres du Comité exécutif, au président du Bureau de la vingt-neuvième Réunion des Parties, au président et au vice-président du Comité d'application de la procédure applicable en cas de non-respect du Protocole de Montréal, au Directeur exécutif du PNUE, au Secrétaire exécutif du Secrétariat de l'ozone, aux agences d'exécution, au Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et aux organisations non gouvernementales.

³ L'ordre du jour provisoire a été préparé en consultation avec le président et le vice-président du Comité exécutif. L'état des contributions et des décaissements, l'état des contributions additionnelles, les comptes définitifs de 2017, et le rapprochement des comptes de 2017 ont été préparés conjointement avec le Trésorier du Fonds.

⁴ Des documents à diffusion restreinte du Sous-groupe ont été placés dans la partie à accès restreint du site web destinée aux membres du Comité exécutif. Des documents à accès restreint sont envoyés par courrier électronique aux membres du Sous-groupe sur le secteur de la production.

⁵ Inventaire des projets approuvés en date de juin 2018; Politiques, procédures, lignes directrices et critères en date de juin 2018; Guide sur la soumission de projets d'investissement autonomes conformément aux décisions 78/3(g) et 79/45; Guide sur la soumissions d'activités d'appui; Guide sur la préparation de la phase I des Plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH); Guide sur la présentation de tranches de PGEH; Guide sur la préparation de la phase II des PGEH; Guide sur la présentation de la phase II des PGEH; Guide sur la présentation de tranches des Plans de gestion de l'élimination du secteur de production de HCFC (PGEH); et Guide sur la préparation de projets de renforcement des institutions.

Paris (France), 15-18 juillet 2018

8. Le Chef du Secrétariat et deux administrateurs (hors classe) de programmes ont participé à la réunion consultative sur le secteur de l'entretien en réfrigération (Deuxième atelier international des parties prenantes sur le secteur de l'entretien des équipements de réfrigération), où le Secrétariat a présenté des observations liminaires et un exposé technique sur l'assistance offerte par le Fonds multilatéral au secteur de l'entretien des équipements de réfrigération, concernant la réduction progressive des HFC et l'élimination des HCFC. La présentation et les débats tenus durant l'atelier ont servi de sources d'information au document préliminaire sur tous les aspects liés au secteur de l'entretien des équipements de réfrigération à l'appui de la réduction progressive des HFC (décision 80/76(c))⁶ présenté à la 82^e réunion.

9. La mission a été pour le Secrétariat une occasion de tenir une réunion bilatérale avec l'équipe du Programme d'aide à la conformité (PAC) et l'ONUDI, ainsi que des entretiens bilatéraux avec M^{me} Anne Le More, Chef du personnel du PNUE qui était présente à Paris pour d'autres réunions.

Nairobi (Kenya) 25 août-1^{er} septembre 2018

10. Sur l'invitation du Bureau exécutif, le Chef du Secrétariat et l'Agent (hors classe) d'administration et de gestion du Fonds se sont rendus au siège du PNUE, où ils ont pu donner un briefing au Directeur exécutif, au Directeur exécutif adjoint, et au Directeur de la Division des affaires juridiques, sur le Fonds multilatéral et son fonctionnement à la suite de l'Amendement de Kigali. La visite a également été l'occasion de tenir des entretiens avec des cadres supérieurs, dont le Directeur de la Division des affaires juridiques et le Directeur d'OzoneAction sur des questions liées au transfert d'OzoneAction de la Division de l'économie à celle des affaires juridiques; avec des cadres supérieurs des Services organisationnels sur des questions de trésorerie; avec le personnel du Bureau régional pour l'Afrique et le Directeur d'OzoneAction du PNUE sur des projets et des activités menés en Afrique sous l'égide du Fonds multilatéral; et avec le Secrétariat de l'Ozone sur des questions liées au Fonds multilatéral et à la Réunion des Parties au Protocole de Montréal.

11. La mission a aussi été l'occasion de faire le point sur des questions d'administration et de personnel avec les fonctionnaires responsables du PNUE/UNON, le Service médical commun (SMC), le Bureau des services de contrôle interne du Secrétariat de l'ONU (BSCI), et le Coordonnateur des questions d'égalité des sexes.

Beijing (Chine) 15-19 septembre 2018

12. Le Chef du Secrétariat a participé aux célébrations de la Journée internationale de l'Ozone en Chine en prononçant un discours au nom du Fonds multilatéral. En compagnie du Secrétaire exécutif du Secrétariat de l'Ozone, il a rencontré le vice-ministre de l'Écologie et de l'Environnement, et d'autres autorités du Gouvernement de la Chine, ainsi que les agences bilatérales et les agence d'exécution du Fonds multilatéral. Il a aussi pris part à l'atelier sur le renforcement des capacités de conformité et a assisté à une réunion d'un jour avec le Bureau de la coopération économique étrangère du ministère de l'Écologie et de l'Environnement (MEE) sur des questions liées à la mise en œuvre de projets du Fonds multilatéral.

Quito (Équateur) 3-9 novembre 2018

13. Le Chef du Secrétariat, son adjoint, l'Agent (hors classe) d'administration et de gestion du Fonds, et quatre Administrateurs (hors classe) de programmes, ont participé à la 61^e réunion de l'ImpCom (3 novembre 2018), où le Secrétariat a fait une présentation sur les données de programmes de pays et les perspectives de conformité; ils ont également participé à la 30^e Réunion des Parties au Protocole de Montréal (RDP) (5-9 novembre 2018), où le Président et le Secrétariat ont présenté un exposé durant le

⁶ UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/64

segment préliminaire sur l'état des travaux du Comité exécutif sur les instructions relatives aux coûts pour la réduction progressive des HFC. Le personnel du Secrétariat a pu s'entretenir avec des représentants de pays visés à l'Article 5 et des pays non visés à l'Article 5, le Président et le Vice-Président du Comité exécutif, des représentants du Secrétariat de l'Ozone et des agences bilatérales et des agences d'exécution, aux fins de consultations. Le Secrétariat a profité de l'occasion pour assister à des événements parallèles sur des questions d'intérêt.

Missions d'autres administrateurs

Buenos Aires et Villa Mercedes (Argentine) 26 août-1^{er} septembre 2018

14. Deux administrateurs de programmes, accompagnés du consultant recruté conformément à la décision 81/68, se sont rendus en Argentine pour visiter l'usine de production de HCFC-22, de Frio Industrias Argentinas (FIASA) à Villa Mercedes. Les fonctionnaires et le consultant ont également rencontré des représentants du Gouvernement de l'Argentine, afin d'évaluer les options de coût-efficacité pour contrôler les émissions du sous-produit HFC-23 par FIASA, en tenant compte des circonstances nationales de l'Argentine. Sur la base des informations obtenues et des entretiens tenus, le consultant a soumis au Secrétariat un rapport⁷ sur les émissions de HFC en Argentine.

Réunions de réseau régional des administrateurs de l'ozone

15. Le Secrétariat a présenté des exposés sur les décisions récentes du Comité exécutif aux réunions de réseau régional ci-après :

- (a) Réunion du réseau Amérique latine d'administrateurs nationaux de l'ozone, 25-26 juin 2018, (Guatemala, Guatemala)⁸;
- (b) Atelier consultatif sur la mise en œuvre des obligations initiales de l'Amendement de Kigali pour les Parties et Réunions de réseau et thématique d'administrateurs de l'ozone des pays insulaires du Pacifique, 27-29 septembre 2018 (Bangkok, Thaïlande);
- (c) Participation limitée du Chef du Secrétariat et de son adjoint à la Réunion de réseau Amérique latine et Caraïbes d'administrateurs de l'ozone, à Quito, Équateur, avant la 30^e RDP.

Réunion de coordination interagences

16. Le Secrétariat a organisé une réunion de coordination interagences à Montréal, du 4 au 6 septembre 2018. Étaient présents des membres du Secrétariat, des représentants des agences bilatérales du Canada, de l'Allemagne et du Japon, des représentants des agences d'exécution et le Trésorier.

17. Cette réunion de coordination a permis au Secrétariat, au Trésorier et aux agences d'aborder plusieurs questions, notamment les préparatifs de la 82^e réunion, incluant entre autres les plans d'activités de 2019-2021 du Fonds multilatéral, le programme de suivi et d'évaluation de 2019, intégration des politiques d'égalité entre les sexes, les soumissions à la 82^e réunion, et les questions de politique générale à l'ordre du jour de la 82^e réunion.

⁷ Le rapport, intitulé « Règlementation des émissions de HFC-23 en Argentine, en fonction des quantités produites » est annexé au document UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/69

⁸ La présentation a été faite sur Skype.

Dotation en personnel et recrutement

18. Le processus de recrutement pour le poste P3 (BL 1111) actuellement occupé par un fonctionnaire de niveau P2 est en cours. Un administrateur de gestion des programmes a été recruté à titre temporaire, en remplacement d'un administrateur de niveau P4 actuellement en congé spécial sans solde d'une durée de six mois. En application de la décision 77/63(b)(ii), les deux postes vacants de catégorie G6 des services généraux ont été affichés et une liste restreinte des candidats devant passer un examen technique a été établie.

19. Les arrangements contractuels de recrutement ont été conclus pour les postes suivants: trois consultants pour le programme de suivi et d'évaluation, trois consultants pour l'équipe d'examen des projets, et deux sous-traitants devant fournir une assistance temporaire aux programmes. Les arrangements contractuels relatifs aux interprètes, aux traducteurs, et aux rédacteurs du rapport de la 82^e réunion ont été conclus en coordination avec le PNUE et l'Office des Nations Unies à Nairobi.

Perfectionnement et formation du personnel

20. Le Chef du Groupe (Technologie de l'information) a suivi un cours limité en ligne sur la Cybersécurité: gestion des risques à l'ère de l'information. L'administrateur (hors classe) de l'administration et de la gestion du Fonds a reçu une formation organisée par le BSCI sur l'Enquête sur la discrimination, le harcèlement, incluant le harcèlement sexuel et l'abus des pouvoirs à Genève du 16 au 21 septembre 2018. Le personnel a suivi plusieurs cours de formation en ligne obligatoires des Nations Unies. Le Dialogue 2018 avec les hauts responsables des Nations Unies⁹, programme de formation obligatoire organisé par le Bureau de la déontologie des Nations Unies, a débuté et l'ensemble du personnel y participera avant la 82^e réunion.

21. Le Président du syndicat d'employés de Nairobi a visité le Secrétariat le 15 Juin 2018 pour s'entretenir avec les membres du personnel et échanger des idées sur le renforcement de la représentation du personnel au sein du syndicat.

22. M^{me} Deborah Mendez, Directrice de la médiation, des Services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies (UNOMS), s'est rendue officiellement au Secrétariat du Fonds le 7 juin 2018 pour offrir une formation sur la résolution informelle de conflits au lieu de travail et sur l'assistance que son Bureau peut apporter aux employés et aux cadres.

23. Dr Joshua Anino, l'Administrateur responsable du Service médical commun (JMS) des Nations Unies à Nairobi, s'est rendu à Montréal au début d'octobre 2018 et a présenté aux personnel un court exposé sur l'équilibre travail/vie personnelle et sur le programme de mieux-être du JMS.

Questions administratives

24. Le Secrétariat a mis la touche finale au processus d'acquisition pour choisir un agent et commencer le processus d'examen du bail des bureaux du Secrétariat, qui viendra à terme en décembre 2019. L'activité a nécessité des consultations étroites avec le Gouvernement du Canada, le Siège des Nations Unies à New York, ainsi qu'avec le personnel compétent du PNUE. Des démarches d'acquisition conformes aux règles et règlements des Nations Unies sur les activités d'acquisition ont également été menées pour l'achat et la location de matériel informatique pour la 82^e réunion. Des arrangements contractuels ont été finalisés en vue de la tenue de la 82^e réunion dans les locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale.

⁹ Le Dialogue 2018 avec les hauts responsables des Nations Unies comprendra une séance d'échanges d'une heure et demie sur le thème « Oser intervenir, tirer la sonnette d'alarme : quand et comment se faire entendre » La page ? http://www.un.org/en/ethics/leadership_dialogue.shtml contient de plus amples détails.

Coopération avec les accords multilatéraux sur l'environnement (AME) et d'autres organisations

Fonds pour l'environnement mondial (FEM)

25. Le Secrétariat du FEM a demandé au Secrétariat d'examiner une demande soumise par le Gouvernement de l'Inde pour le projet intitulé « Adoption rapide du confort thermique durable : Transition vers des villes à énergie durable et résilientes aux changements climatiques en Inde », en vue d'un chevauchement possible avec les activités et/ou les résultats du PGEH de l'Inde mis en œuvre avec l'assistance du Fonds multilatéral; le Secrétariat entreprend actuellement une telle étude.

Institutions des Nations Unies

Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination

26. Le Secrétariat a consulté la Convention de Bâle pour déterminer si les mouvements de HFC-23 entre les pays, aux fins de destruction, pourraient déclencher des restrictions en vertu de la Convention.

Direction des produits chimiques et de la santé, Division de l'Économie, PNUE

27. Les Secrétariat du Fonds et de l'Ozone ont présenté à la Direction des produits chimiques et de la santé du PNUE une série combinée d'observations sur la version provisoire avancée du rapport¹⁰ sur les Perspectives mondiales des produits chimiques II (GCO-II), qui contient des informations sur des questions liées aux émissions de CFC-11 et autres sujets relevant du Protocole de Montréal.

Secrétariat de l'Ozone

28. Le Secrétariat a formulé des observations au Secrétariat de l'Ozone concernant les annotations de l'ordre du jour provisoire¹¹ portant sur le point 4(c) sur les progrès obtenus par le Comité exécutif dans l'élaboration de lignes directrices pour le financement de la réduction progressive des hydrofluorocarbures (décision XXVIII/2).

Autres organisations

Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales (MOPAN)

29. Le Chef du Secrétariat a reçu une lettre du Président et Chef du Secrétariat du Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales (MOPAN) qui regroupe 18 pays donateurs, l'informant qu'un Comité directeur du MOPAN a pris la décision d'évaluer le Fonds multilatéral et six autres organisations durant son prochain cycle d'évaluation. L'évaluation prévue débutera par une visite du MOPAN au Secrétariat en janvier 2019. L'Annexe II au présent document contient une copie de la lettre du MOPAN et des renseignements sur le réseau. Le Secrétariat sollicite des directives du Comité exécutif à cet égard.

¹⁰ Le rapport sur les Perspectives mondiales des produits chimiques, rédigé par le PNUE en coopération avec des experts internationaux, vise à informer les gouvernements et l'industrie des tendances dans la production de produits chimiques, leur utilisation et leur élimination, en termes d'objectifs de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques (SAICM). Le rapport GCO-II dépasse les objectifs de 2020 de la SAICM et prévoit un avenir durable possible pour les produits chimiques. Voir: <https://www.unenvironment.org/explore-topics/chemicals-waste/what-we-do/policy-and-governance/global-chemicals-outlook>

¹¹ UNEP/OzL.Pro.30/2, par. 25-30

Recommandation

30. Le Comité exécutif est invité à déterminer si l'évaluation du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal, proposée par le Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales (MOPAN), pourrait être entreprise.

Annex I

**ADVICE AND/OR INFORMATION PROVIDED TO THE SECRETARIAT OF THE
MULTILATERAL FUND TO NON-MONTREAL PROTOCOL BODIES**

Secretariat advice/discussions held/interaction	Meeting
Adaption Fund	
Explanation of Multilateral Fund policies on interest earned. The information provided by the Secretariat can be found in document AFB/EFC.18/10 of the 18 th meeting of the Ethics and Finance Committee at https://www.adaptation-fund.org/wp-content/uploads/2016/03/AFB-EFC-18.10-Investment-income-doc.pdf .	76
Arab Forum for Environment and Development	
An article on the Multilateral Fund's experience in the Arab region for the 2018 Report of the Arab Forum for Environment and Development.	81
Center for Climate and Energy Solutions (formerly, Pew Center on Climate Change)	
Documents UNEP/OzL.Pro/ExCom/37/59, UNEP/OzL.Pro/ExCom/38/54 & Add.1; text of decisions 37/62 and 38/63; Guidelines on funding of technology not in the public domain (Annex XIV of UNEP/OzL.Pro/ExCom/38/70/rev.1); Observations on technology transfer license fees and royalties for different types of projects (liquid carbon dioxide, metered-dose inhalers, tobacco fluffing, HFC-32 for the refrigeration sector, supercritical CO ₂ , the HCFC production sector.	75
Climate and Clean Air Coalition to Reduce Short-Lived Climate Pollutants (CCAC)	
Overview of approved HCFC demonstration projects and options for additional projects to demonstrate climate friendly and energy efficient alternative technologies to HCFCs (UNEP/OzL.Pro/ExCom/72/40). Briefing on Multilateral Fund financed surveys of ODS alternatives; possible opportunities for CCAC in Countries with Economies in Transition (CEIT); lessons learned from the Multilateral Fund that might be applicable to the technical review process and funding cycle of CCAC projects.	75
Document 72/40, Overview of approved HCFC demonstration projects and options for additional projects to demonstrate climate-friendly and energy efficient alternative technologies to HCFCs (decision 71/51(a)), which summarizes the results of Multilateral Fund HCFC demonstration projects approved so far.	74
Climate Technology Centre and Network	
Presentation on capacity building under the Multilateral Fund as resource material for the Sixth meeting of the Advisory Board. General information on the Multilateral Fund and background documents.	75
European Union / European Parliament	
During the 25 th MOP, the Chief Officer received a request from the European Parliament to have a bilateral discussion on issues related to the Multilateral Fund including the resources needed for the replenishment of the Multilateral Fund and proposals for additional contributions to fund climate benefits. Accordingly, the Chief Officer provided the two representatives of the European Parliament with a short briefing explaining the operation of the Multilateral Fund.	71

Secretariat advice/discussions held/interaction	Meeting
German Ministry for Economic Cooperation and Development	
Information on the achievements of the Multilateral Fund and a summary of approved projects implemented by the bilateral agency of Germany	77
Global Environment Facility	
Review of one project: Accelerating Adoption of Sustainable Thermal Comfort: Transition towards Energy and Climate Resilient Cities in India”,	82
Review of four projects: Completion of the phase out of HCFCs consumption with support of low GWP technologies in Belarus, GEF project ID 6046; Kazakhstan, HCFC Phase-out in Kazakhstan through promotion of zero ODS low GWP energy efficient technologies, GEF project ID 6090; Complete HCFC phase-out in Tajikistan through promotion of zero ODS low GWP energy efficient technologies, GEF ID 6030; Complete HCFC Phase-out in Uzbekistan through promotion of zero ODS low GWP energy efficient technologies, GEF ID 6003.	80
Review of the project on the introduction of ODS alternatives in agriculture and in post-harvest sector in Kazakhstan (GEF project ID 9184)	76
Comments on the proposal for a methyl bromide project for Kazakhstan (GEF funding); Provided ideas on the use of funds under GEF 6 for ODS phase-out in non-Article 5 CEIT countries. Information on the discussions at recent Montreal Protocol meetings regarding proposals for an amendment to the Protocol.	75
Review of a project (Introduction of ODS alternatives in agriculture and in the post-harvest sector in Kazakhstan) against the Multilateral Fund’s policies and guidelines.	72
The Fund Secretariat received an invitation to attend the 45 th GEF Council Meeting that would be held from 5 to 7 November 2013. In a further invitation letter to the new Chief Officer, the CEO and Chairperson of the GEF welcomed a renewal of the past cooperation in providing assistance to parties to meet their obligations under the Montreal Protocol and a renewal of historic ties. In response, the Chief Officer informed the CEO that the Fund Secretariat would not be able to attend the Council Meeting due to preparations for the 71st meeting; however, he advised the CEO that he looked forward to meeting her with a view to strengthening the relationship with the GEF Secretariat.	71
The Secretariat participated in a meeting of the Global Environment Facility (GEF) Chemicals and Waste Technical Advisory Group (TAG) to provide feedback on the draft focal area strategy for chemicals and wastes to guide the sixth replenishment of the GEF (GEF-6). The draft strategy includes the Montreal Protocol related activities of the GEF	69
Since the 67 th meeting there was an interchange of correspondence with the Chief Executive Officer of the Global Environment Facility (GEF) on issues related to cooperation between the two funding mechanisms. Consideration is being given on the possibility of issuing a joint Multilateral Fund/GEF publication on the implementation of the Montreal Protocol over the last 25 years.	68
Government of France	
Information on the modalities for additional contributions to the Multilateral Fund.	77

Secretariat advice/discussions held/interaction	Meeting
Green Climate Fund (GCF)	
Meeting documents related the modalities of reporting administrative costs of implementing agencies including the following documents: UNEP/OzL.Pro/ExCom/26/67, UNEP/OzL.Pro/ExCom/34/52 and, UNEP/OzL.Pro/ExCom/38/59, UNEP/OzL.Pro/ExCom/55/48, and UNEP/OzL.Pro/ExCom/80/43	81
Conference call to provide information on the Multilateral Fund practices regarding concessional lending and incremental.	80
Provided link to documents relevant to the Technology and Economic Assessment Panel, Scientific Assessment Panel, and the Environmental Effects Assessment Panel on the Ozone Secretariat's website, and also an introduction to the Ozone Secretariat's Communications Officer; Documents were provided including <i>inter alia</i> : the Executive Committee Primer; Multilateral Fund policy, procedures, guidelines and criteria; the presentation entitled "The Multilateral Fund: Governance, Business Model, Accomplishments, Challenges"; examples of pre-session documents for business planning, project proposals; monitoring and evaluation work programme and project completion reports; business plan templates; progress reporting guidelines; reports of the two evaluations on institutional strengthening; and the monitoring and evaluation work programme.	77
The Fund Secretariat's experience in establishing legal arrangements with implementing entities and establishing a progress reporting system for the Multilateral Fund.	76
Information on performance indicators developed for the Multilateral Fund; Information on the discussions at recent Montreal Protocol meetings regarding proposals for an amendment to the Protocol; Information on the Multilateral Fund's monitoring and accounting framework including Chapter XI of the Multilateral Fund policies, procedures, guidelines and criteria (monitoring and evaluation); presentation on capacity building under the Multilateral Fund.	75
Presentation on Multilateral Fund (MLF) and a sample of key documents including Secretariat activities, status of the Fund, consolidated business plans and progress reports, a sample of project proposals and policy papers. Further details and discussions on the Multilateral Fund.	74
Overview of the objectives and operation of the Multilateral Fund (MLF) including its project review process, policy development, meeting process, implementation of Executive Committee decisions.	72
The Interim Secretariat of the Green Climate Fund wrote to the Multilateral Fund on 24 September 2013 with an invitation to attend the 5 th meeting of the Board of the Green Climate Fund as an observer, although the letter noted that observer status for the Multilateral Fund had not yet been approved. The Fund Secretariat could not attend the Board meeting, which took place from 8 to 10 October, due to preparations for the 71 st meeting. A further letter of 21 October 2013 informed the Fund Secretariat that the next Board meeting would take place in Indonesia from 19 to 21 February 2014, that observer status for the Multilateral Fund had been approved by an amendment to decision B.04/15, and also requested the Fund Secretariat to nominate a contact person.	71
Grenoble School of Management	
Information on the policies and procedures of the Multilateral Fund and the process of project approval for a study on technology learning curves	80
Intergovernmental Platform on Biodiversity and Ecosystem Services (IPBES)	
Information on practices regarding financial support to meeting participants/delegates.	75

Secretariat advice/discussions held/interaction	Meeting
Joint Inspection Unit of the United Nation	
An updated summary of the information on technical assistance and funding provided to Small Island Developing States (SIDS) under the Multilateral Fund, which had previously been provided in February 2015. Further clarifications were provided on 20 October and 7 November 2016.	77
Comments on the draft document “Review of Activities and Resources Devoted to Address Climate Change in the United Nations System Organizations. Substantive information including a summary of technical assistance and funding provided to Small Island Developing States (SIDS) under the Multilateral Fund and comprehensive information on Multilateral Fund projects approved for each country.	74
The Secretariat completed a questionnaire with regard to the review of activities and resources devoted to address climate change.	73
Comments and factual corrections to information on the Multilateral Fund in the report “Post-Rio+20 review of environmental governance within the United Nations system”.	72
With regard to the 2013 evaluation/review entitled “Post-Rio+20 review of environmental governance within the United Nations system, the Secretariat provided the JIU with information about the Fund’s structure, funding levels, number and characteristics of meetings, meeting participants, project approval process, support costs, Secretariat personnel levels, history of approvals from 2006-2013, implementation modalities, compliance, governance framework, strategic planning, synergies and coordination with other MEAs, scientific assessments, advocacy and outreach, administration, gender distribution and geographical balance of the Executive Committee and Secretariat.	70
Kigali Cooling Efficiency Fund (K-CEF)	
Continued informal sharing of experience of the Multilateral Fund.	80
The Director and one other representative of the Kigali Cooling Efficiency Fund (K-CEF), which will coordinate the work of 19 philanthropic foundations on matters related to energy-efficiency and cooling with regard to implementation of the Kigali Amendment, visited the Secretariat on 26 January 2017 to learn more about the Multilateral Fund. K-CEF aims to allocate approximately US \$53 million from philanthropic foundations by the end of 2017 for targeted support through country programmes in a small number of countries and more general support to over 100 countries to improve energy efficiency. Information provided included the Executive Committee Primer; a presentation that summarizes how the Multilateral Fund operates; Guidelines for submitting progress and financial reporting; Guide for preparation of project proposals; the templates for project completion reports; and document UNEP/OzL.Pro/ExCom/74/51 on the Review of institutional strengthening and document the associated decision 74/51.	78
Lawrence Berkeley National Laboratory	
The Secretariat provided comments on a draft report on opportunities and risks of efficiency improvement and refrigerant transition in room air-conditioning.	80
Natural Resources Defense Council	
Multilateral Fund Climate Impact Indicator (MCII) including the tool (Excel file), the manual (PDF) and an explanation of the tool (Word file).	81

Secretariat advice/discussions held/interaction	Meeting
Minamata Convention on Mercury	
In July 2013 the Secretariat received an invitation from the Government of Japan to attend the Conference of Plenipotentiaries for the adoption and signature of the Minamata Convention on Mercury, held from 9 to 11 October 2013 in Kumamoto and Minamata, Japan. However, the Secretariat was unable to attend.	71
Technology and Economic Assessment Panel (TEAP)	
Pre-session Executive Committee documents regarding HFC phase down policy matters (UNEP/OzL.Pro/ExCom/77/70/Rev.1, UNEP/OzL.Pro/ExCom/78/4 to 78/9, UNEP/OzL.Pro/ExCom/79/45-79/48, and UNEP/OzL.Pro/ExCom/80/54 to 80/56 including Corrs., and UNEP/OzL.Pro/ExCom/80/59) and information on the status of the development of the cost guidelines for HFC phase-down as contained in the Report of the 80 th meeting of the Executive Committee (UNEP/OzL.Pro/ExCom/80/59).	81
United Nations Auditors	
Background information on the Multilateral Fund and other information including inter alia UNEP interim financial statements on the Multilateral Fund; report on contributions and disbursements; progress report; 2015 Monitoring and evaluation work programme; and the link to policy and procedures manual.	75
United Nations Environment Programme	
Together with the Ozone Secretariat, provided the Chemicals and Health Branch, Economy Division of UNEP with comments on GCO-II) report to the Chemicals and Health Branch including inter alia information related to: the accelerated phase-out of HCFC, the Kigali Amendment regarding HFCs, the increased emissions of CFC-11 according to the publication by Montzka et al. in 2018; compliance with the Montreal Protocol's control measures and data reporting;	82
United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC)	
Comments on the draft technical summary of the mitigation benefits of actions, initiatives and options to address non-carbon dioxide greenhouse gas emissions	74
The Secretariat received an invitation in early October 2013 to attend the 19 th session of the Conference of the Parties to the UNFCCC and the 9 th session of the Conference of the Parties serving as the Meeting of the Parties to the Kyoto Protocol that would take place in Warsaw, Poland, from 11 to 22 November 2013. The Chief Officer informed the UNFCCC Secretariat that he was unable to attend due to preparations for the 71st meeting. Noting that the UNFCCC Secretariat was invited to attend the 25 th MOP, he suggested an informal meeting to exploit potential opportunities for collaboration between the two Secretariats. The Executive Secretary of UNFCCC Secretariat responded that the Coordinator of the Mitigation, Data and Analysis Programme, who would be attending the MOP, would arrange to meet bilaterally with him. The representatives of both Secretariats met and discussed informally ways in which the two Secretariats could collaborate in the future as any need arises.	71
World Trade Organization, Trade and Environment Division	
Update of the MEA Matrix for the WTO's Committee on Trade and Environment (https://www.wto.org/english/tratop_e/envir_e/envir_matrix_e.htm)	75



Mr. Eduardo Ganem
Chief Officer
Multilateral Fund for the Implementation of the
Montreal Protocol
Suite 4100, 1000
De La Gauchetière Street West
Montreal, Quebec H2B 4W5
Canada

Email: eganem@unmfs.org

MOPAN/SZ/2018.4

24 September 2018

Dear Chief Officer,

Assessment of the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol by the Multilateral Organisation Performance Assessment Network

We have the pleasure to write to you on behalf of the Multilateral Organisation Performance Assessment Network (MOPAN), which you may know is an independent network of countries¹ with a common interest in assessing the performance and effectiveness of the multilateral organisations that they fund. The purpose of this letter is to inform you that MOPAN's Steering Committee took the decision to assess the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol as one of seven organisations in its next assessment cycle, along with CGIAR, EBRD, IFC, UNCTAD, UNIDO, and UNODC.

Underpinning MOPAN's assessments is the Network's aim to strengthen organisations' contribution to development results, thereby enhancing the effectiveness of the system as a whole. To that end, MOPAN generates, collects, analyses and presents relevant and credible information on the organisational and development effectiveness of multilateral organisations.

The assessments inform Member engagement with the multilateral system as well as helping meet their accountability needs. In doing so, MOPAN seeks to reduce separate comprehensive assessments and the associated transaction costs. Furthermore, MOPAN assessments contribute to organisational learning within and among multilateral organisations, their direct clients/partners, and other stakeholders.

The assessment methodology will follow the "MOPAN 3.0" approach, established in 2015, which has since undergone minor amendments to ensure continued relevance.²

¹ As of September 2018, its Members are: Australia, Belgium, Canada, Denmark, Finland, France, Germany, Ireland, Italy, Japan, Luxembourg, Netherlands, Norway, Republic of Korea, Sweden, Switzerland, the United Kingdom, and the United States.

² You can find the methodology on MOPAN's website at: <http://www.mopanonline.org/ourwork/ourapproachmopan30/>. Some minor updates are expected for 2019.

Direct line
Tel.: +33 1 45 24 76 23

suzanne.steensen@mopanonline.org

www.mopanonline.org
MOPAN

2, rue André-Pascal
75775 Paris CEDEX 16
France



The assessment will begin with a robust inception phase, including a mission to your headquarters in January 2019, to ensure your organisation's full understanding of MOPAN and its processes and to collect preliminary information necessary for the subsequent assessment steps. These include a review of relevant documents and evaluations in first quarter of 2019; an online survey of external partners in selected countries and regions; and interviews and consultations with staff at headquarters (via mission) and regional/country offices (via teleconference) in the second quarter of 2019. The final report will triangulate and synthesize data collected across all lines of evidence into findings on organisational performance and contribution to results achieved and is expected to be released early 2020.

The MOPAN Secretariat will facilitate the overall assessment process. Data collection will be undertaken by its current service provider, IOD PARC. One or two MOPAN member countries will represent the Membership as Institutional Leads throughout the process. They will support the Secretariat liaising with and disseminating results to your stakeholders.

We would be grateful to receive an acknowledgement of this letter by 15 October 2018. We also ask you to provide contact details for a designated focal point within your organisation who can facilitate the assessment process. The preparatory work and initial contact will commence upon your acknowledgment of this letter and the MOPAN Secretariat team will work with your focal point to plan the various subsequent steps.

We look forward to your response and to a fruitful collaboration throughout 2019 and remain at your disposal for any questions you may have.

Yours sincerely,

A handwritten signature in blue ink that reads "Kåre Stormark".

A handwritten signature in blue ink that reads "Suzanne Steensen".

Mr. Kåre Stormark
Deputy Director General
Department for UN and Humanitarian Affairs
Ministry of Foreign Affairs, Norway
2018 Chair of MOPAN
kare.stormark@mfa.no

Ms. Suzanne Steensen
Head of the MOPAN Secretariat
suzanne.steensen@mopanonline.org

Overview of the Multilateral Organisation Performance Assessment Network (MOPAN)¹²

The Multilateral Organisation Performance Assessment Network (MOPAN) was launched in 2002 as a network of like-minded donor countries for monitoring the performance of multilateral development organisations at the country level. All members have a common interest in knowing more about the effectiveness of multilateral organisations, through joint assessments of these organisations, exchange of information and expertise in monitoring and evaluation.

The Network's assessments identify strengths and areas for improvement in the multilateral organisations. Findings are used for discussions with the organisations and with their partners, and as ways to further build the organisations' capacity to be effective. Network members also use assessment findings as a source of input for strategic decision-making about their ways of engaging with the organisations, and as an information source when undertaking individual reviews.

The Network has taken steps over the last years to become more ambitious and professional, with a reshaped assessment approach, more organisations assessed and a permanent Secretariat. This is hosted by the OECD's Development Co-operation Directorate in Paris since 2013, through a Memorandum of Understanding on the Hosting Arrangement. The Secretariat is the focal point in the assessment process and other MOPAN activities. Its main objective is to co-ordinate the MOPAN assessments and support the Network and its members.

MOPAN membership

In 2018, the Network members are: Australia, Belgium, Canada, Denmark, Finland, France, Germany, Ireland, Italy, Japan, Luxembourg, Netherlands, Norway, Republic of Korea, Sweden, Switzerland, the United Kingdom and the United States of America.

MOPAN assessment approach

MOPAN works with an external service provider to carry out the assessments. The provider gathers information both at the organisations' headquarters and in countries where they operate through reviews of documents and evaluations; surveys of MOPAN members, clients, and other relevant actors; and interviews and consultations with the organisations' staff. The Secretariat and MOPAN member countries guide the assessments, providing the interface between the service provider, host countries and organisations.

MOPAN 3.0 is a new operational and methodological iteration of how the Network will assess organisations; it was finalised and first implemented in 2015. Under MOPAN 3.0, the Network is assessing more organisations concurrently than previously, collecting data from more partner countries, and widening the range of organisations assessed over a two-year cycle.

MOPAN 3.0 aims to generate assessments that are credible, fair and accurate. Credibility will be ensured through an impartial, systematic and rigorous approach. MOPAN 3.0 seeks to balance breadth with depth by adopting an appropriate balance between coverage and depth of information from a variety of sources, through multiple streams of evidence. Quality of information will be prioritised over quantity, and structured tools will be applied for enquiry and analysis. Efficient measures of assessment practice will be applied through building layers of data, with a view to limiting the burden on organisations undergoing assessment. A focus on organisational learning aims to ensure utility of findings by multiple stakeholders.

¹² <http://www.mopanonline.org/>

MOPAN 3.0 seeks to provide a diagnostic assessment, or snapshot, of an organisation at present. It will aim to ‘tell the story’ of an organisation’s current performance. It is not an external audit of an organisation, nor it an institutional evaluation. The assessments will not comprehensively assess all operations or all processes of an organisation, nor can it provide a definitive picture of all the organisation’s achievements and performance during the time period of the assessment. MOPAN 3.0 will also not offer comprehensive documentation or analysis of ongoing organisational reform processes.

MOPAN assessed organizations

MOPAN has assessed 27 organisations since 2003 using three different approaches (Annual Survey, Common Approach and MOPAN 3.0).

	Annual Surveys						Common Approach						MOPAN 3.0	
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015/16	2017/18
ADB	*			*				*			*			*
AfDB	*	*			*		*			*			*	
EC						*								
FAO		*						*			*			*
GAVI									*				*	
GEF														*
GFATM													*	
GPE														*
IDB	*							*					*	
IFAD								*			*			*
ILO				*									*	
IOM														*
OHCHR														*
UN HABITAT													*	
UN OCHA													*	
UN WOMEN											*			*
UNAIDS			*						*				*	
UNDP		*			*		*			*			*	
UNEP								*					*	
UNESCO														*
UNFPA			*		*		*				*			*
UNHCR								*			*			*
UNICEF				*			*		*				*	
UNRWA								*						*
WFP										*				*
WHO	*				*		*			*				*
World Bank	*		*			*	*			*			*	

In 2017-2018, MOPAN is assessing the following 14 multilateral organisations that have been selected (the final reports will be published in early 2019):

- Asian Development Bank (ADB)
- Food and Agricultural Organization (FAO)
- Global Environment Facility (GEF)
- Global Partnership for Education (GPE)
- International Fund for Agricultural Development (IFAD)

Annex II

- International Organization for Migration (IOM)
- United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR)
- UN Women
- United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO)
- United Nations Population Fund (UNFPA)
- United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR)
- United Nations relief and works agency (UNRWA)
- United Nations World Food Programme (WFP)
- World Health Organization (WHO)